

L'ANTIRACISME OU L'HORIZON QUI RECULE SANS CESSÉ

Balbino Katz

De retour de Provence, je n'avais pas encore regagné le Pays bigouden. Il est des retours qui demandent une halte, comme si le corps, après avoir traversé trop vite des paysages et des chaleurs contraires, exigeait de reprendre haleine avant de retrouver son rivage. Je m'attardai donc à Redon, petite ville au destin singulier, morceau de terre vannetaise que les Rennais, dans la grande charcuterie révolutionnaire des départements, arrachèrent au pays de Vannes afin de se donner un accès plus direct vers l'Atlantique.

Redon a quelque chose de ces lieux français dont la modestie apparente dissimule une géographie souveraine. La Vilaine, l'Oust, le canal de Nantes à Brest, la mer pressentie plutôt qu'aperçue, les voies ferrées, les routes, les écluses : tout y parle de passage. Ce n'est pas une ville qui commande. C'est une ville qui relie. Elle a la mélancolie des quais, des péniches arrêtées, des gares où l'on attend sans trop savoir si l'on part ou si l'on revient.

C'est là, dans cette halte d'entre-deux, que mon œil fut attiré par un article du Monde. Le journal se lamentait, avec cette gravité de professeur inspectant un mauvais devoir, sur l'incapacité du gouvernement à atteindre des objectifs précis et documentés dans la lutte contre le racisme. Tout y était : Aurore Bergé et son projet de loi de « cohésion républicaine », Laurent Nuñez et ses assises contre les actes antireligieux, la Dilcrah, le Prado, les chartes d'entreprise, les campagnes de testing, les associations mécontentes, les experts dubitatifs, les chiffres, les rapports, les trous dans la raquette, les moyens insuffisants, les sanctions à renforcer, les lois à venir.

L'article, au fond, était moins une enquête qu'un tableau de genre. On y voyait tout l'appareil contemporain de la vertu publique s'agiter comme un petit ministère de la mer voulant donner des ordres à la marée. Il fallait mieux mesurer, mieux éduquer, mieux sanctionner, mieux accompagner. Puis constater que l'on avait mal mesuré, insuffisamment éduqué, trop peu sanctionné, imparfaitement accompagné. Alors recommencer. Toujours recommencer.

Une image s'imposa aussitôt à moi. Celle d'un navire qui mettrait le cap sur l'horizon avec la ferme intention de l'atteindre. Le capitaine dresserait ses cartes, corrigerait sa route, ferait changer la toile, punirait les hommes négligents, réclamerait de nouveaux crédits à l'armateur. Le bateau avancerait, certes. Les

milles s'accumuleraient au livre de bord. Pourtant l'horizon, lui, reculerait toujours. L'horizon n'est pas une destination. C'est une ligne que produit notre regard.

Il en va ainsi de l'antiracisme d'État lorsqu'il se fixe pour terme non plus la juste répression des violences, des injures ou des discriminations manifestes, mais l'abolition des écarts entre groupes humains. Là commence l'utopie, c'est-à-dire, au sens propre, le lieu qui n'existe pas. Une société peut punir un acte injuste. Elle peut protéger chacun contre l'arbitraire. Elle peut même, dans une certaine mesure, corriger des désavantages trop criants. Elle ne peut pas produire l'égalité parfaite des trajectoires, des résultats, des talents, des comportements, des familles, des héritages et des ambitions.

Cette évidence, que tout paysan comprenait naguère en regardant deux pommiers plantés dans le même verger donner des fruits différents, est devenue presque indicible. Tout groupe humain, même très homogène, produit des inégalités. Les frères ne se ressemblent pas entièrement. Les familles ne transmettent pas la même discipline, le même goût de l'école, la même relation à l'argent, la même patience, les mêmes habitudes de langage. À plus forte raison une société composée de populations d'origines diverses, d'histoires différentes, de cultures familiales divergentes et de rapports inégaux aux institutions ne saurait-elle aboutir spontanément à des résultats identiques.

Ce constat n'a rien d'une malédiction, encore moins d'une hiérarchie morale. Il est la simple reconnaissance de la diversité humaine. Les hommes ne sont pas des unités administratives que l'on peut disposer dans un tableau Excel jusqu'à obtenir, par décret, une répartition harmonieuse. Ils portent avec eux des langues, des mémoires, des réflexes, des liens de parenté, des modèles d'autorité, des manières de travailler, d'épargner, de se marier, d'éduquer leurs enfants, de se projeter dans l'avenir. Ils ne sont pas interchangeables. Ils ne le sont jamais.

Les États-Unis, qui vivent depuis longtemps dans ce chaudron de diversité ethnique, sociale et religieuse, auraient dû servir d'avertissement. Ils ont multiplié les droits, les programmes, les statistiques, les politiques de discrimination positive, les séminaires de sensibilisation, les chaires universitaires, les bureaucraties de la diversité. Les écarts persistent, les conflits se déplacent, les catégories se raffinent, les griefs se transmettent, et chaque tentative de réparer définitivement l'histoire produit de nouvelles réclamations. La société américaine a appris, sans vouloir toujours l'avouer, que l'égalité des droits ne fabrique pas l'identité des destins.

La France, elle, découvre cela avec le retard superbe des nations qui se croient dispensées de l'expérience des autres. Longtemps, elle a prétendu assimiler en silence. Puis, lorsqu'elle a cessé d'assimiler, elle s'est mise à moraliser. Ayant

renoncé à transmettre une forme commune, elle exige désormais que des populations très différentes produisent des résultats identiques dans une société qui ne sait plus elle-même ce qu'elle veut être. C'est demander à des hommes d'entrer dans une maison dont les maîtres ont perdu les clefs.

L'article du Monde est, à cet égard, admirable. Les acteurs consultés ne disent pas que l'objectif est mal posé. Ils disent que les moyens manquent, que la coordination est défaillante, que l'arsenal juridique n'est pas assez appliqué, que les ministères se renvoient la balle, que les plaintes n'aboutissent pas, que la justice classe trop, que les discriminations restent sous-judiciarisées. L'échec n'est jamais celui de la doctrine. Il est toujours celui de l'exécution. Le remède n'est jamais de reconsidérer la destination. Il est de renforcer l'équipage, d'ajouter des voiles, de dresser une nouvelle carte, de peindre en rouge le mot horizon.

C'est la grande ruse des idéologies modernes. Lorsqu'elles échouent, elles réclament les conditions de leur réussite future. Le communisme n'avait pas échoué, il n'avait pas été assez pur. L'Union européenne ne dysfonctionne pas, elle n'est pas assez intégrée. L'école ne transmet plus, il faut davantage de pédagogie. L'antiracisme ne produit pas l'harmonie, il faut plus d'antiracisme. À chaque démenti du réel, l'idéologie répond par une dose supplémentaire d'elle-même.

Il y a là une course à l'échalote dont les premiers bénéficiaires ne sont pas nécessairement les victimes qu'elle prétend secourir. Toute une corporation vit désormais de la diversité, de l'inclusion, de l'équité, de la sensibilisation, de la formation, de l'audit, du rapport, de la recommandation, du plan d'action et du comité de suivi. Elle prospère d'autant mieux que son objectif demeure inaccessible. Un médecin dont les malades guériraient tous finirait par fermer son cabinet. Les professionnels de l'antiracisme, eux, ont la bonne fortune de traiter une maladie qu'ils définissent de telle manière qu'elle ne puisse jamais disparaître.

Le plus singulier est que, dans cette immense sollicitude administrative, un racisme demeure presque toujours oublié : le racisme anti-Blanc. Non qu'il explique tout, non qu'il faille en faire une religion victimaire symétrique des autres, non qu'il abolisse les injustices subies par d'autres populations. Il existe pourtant, dans les cours d'école, dans certains quartiers, dans des agressions accompagnées d'insultes très claires, dans cette haine ordinaire du Français de souche que l'on tolère parce qu'elle dérange le récit officiel. Ce racisme-là commence seulement à percer à travers le mur du silence des médias de grand chemin. On le nomme encore avec mille précautions, comme si le simple fait de le reconnaître risquait de faire s'écrouler tout l'édifice moral de l'époque.

La France officielle ne sait qu'en faire. Elle a construit son antiracisme sur une scène unique : d'un côté les coupables héréditaires, de l'autre les victimes par destination. L'apparition d'un racisme visant les Blancs brouille cette dramaturgie. Elle rappelle que la haine ne respecte pas les catégories administratives, qu'elle circule entre les hommes comme toutes les passions mauvaises, qu'elle peut viser celui que le catéchisme public avait décrété historiquement immunisé contre la position de victime. Voilà pourquoi le sujet embarrasse. Il oblige à sortir de la morale de guichet pour revenir à l'anthropologie.

C'est ici que le bât blesse. Une civilisation qui ne sait plus réduire les tensions réelles se met à contrôler les mots. Elle ne supprime pas les hostilités. Elle les enfouit. Elle ne fabrique pas la concorde. Elle fabrique de la prudence. Chacun apprend ce qu'il faut dire, ce qu'il ne faut pas dire, ce que l'on peut penser à voix basse, ce qu'il vaut mieux garder pour la table familiale, le téléphone éteint ou le café de confiance. Cette police douce du langage ne crée pas une société apaisée. Elle crée une société menteuse.

Le paradoxe est que l'antiracisme contemporain se veut le champion de la diversité, tout en refusant la conséquence première de la diversité : les différences. Il célèbre les origines, les cultures, les mémoires, les identités, les appartenances, puis s'indigne que ces appartenances produisent des comportements collectifs, des choix familiaux, des réussites inégales, des tensions, des préférences, des solidarités particulières. Il veut des communautés visibles, mais sans effets communautaires. Il veut des différences, mais sans écarts. Il veut l'arc-en-ciel, mais exige que toutes les couleurs donnent exactement la même lumière.

La République française avait jadis une réponse plus robuste. Elle ne promettait pas l'égalité des résultats. Elle promettait une forme commune. L'école, l'armée, la langue, le droit, les usages publics, la politesse nationale, parfois brutale, parfois injuste, imposaient à chacun une discipline d'entrée. On pouvait devenir français, mais il fallait le devenir dans une forme déjà là. Cette vieille machine a été démontée au nom de la liberté individuelle, de la reconnaissance des différences, du respect des identités. Puis les mêmes qui l'ont démontée se plaignent que les morceaux ne tiennent plus ensemble.

Il ne s'agit pas de nier les injustices particulières. Il existe des discriminations réelles, des brutalités, des sottises, des mépris, des refus iniques. Il faut les sanctionner lorsqu'ils sont prouvés. Une société civilisée ne laisse pas l'arbitraire humilier les personnes. Une chose est de punir l'injustice. Une autre est de proclamer suspect tout écart statistique. Dès que la différence de résultat devient preuve de faute sociale, la liberté elle-même devient un problème. Car des hommes libres produisent nécessairement des résultats différents.

La France entre ainsi dans l'âge du soupçon statistique. Si une catégorie réussit moins, c'est qu'elle a été discriminée. Si elle réussit davantage, c'est qu'une autre a été avantagée. Si les plaintes aboutissent peu, c'est que la justice ne veut pas voir. Si les tests révèlent des écarts, il faut punir. S'ils n'en révèlent pas, il faut mieux tester. La machine ne peut jamais conclure à la complexité du réel. Elle doit conclure à la nécessité de sa propre continuation.

Je pensais à cela en regardant Redon, ses eaux brunes, ses rails, ses ponts, ses vieilles pierres fatiguées. Cette ville sait mieux que les cabinets ministériels ce qu'est une confluence. Des eaux différentes peuvent se rencontrer. Elles ne deviennent pas pour autant immédiatement la même eau. Il faut du temps, des berges, une pente, parfois des écluses. Il faut surtout savoir où l'on va. Une nation n'est pas un bassin de rétention pour flux humains administrés par circulaires. C'est une forme historique, lente, charnelle, vulnérable.

L'antiracisme contemporain voudrait faire croire qu'il suffit de naviguer plus vite pour atteindre l'horizon. Il ne voit pas que l'horizon n'est pas fait pour être atteint. Il sert à s'orienter, non à accoster. Une politique raisonnable devrait combattre les injustices sans promettre l'abolition des différences ; protéger les personnes sans dissoudre les peuples ; rappeler la dignité de chacun sans exiger l'identité des destins. Ce serait déjà beaucoup. Ce serait même immense.

À Redon, entre la Vilaine et l'Oust, entre Bretagne et marches de Bretagne, entre la mer et les terres intérieures, je refermai l'article du Monde avec cette impression étrange que notre époque ne manque pas seulement de courage. Elle manque de métaphysique. Elle ne sait plus ce qu'est l'homme. Elle l'imagine soluble dans les plans publics, corrigible par les chartes, réparable par les statistiques. Elle oublie que l'homme est un héritier avant d'être un administré.

Le navire antiraciste continuera donc sa route. Il aura ses ministres, ses experts, ses vigies, ses commissaires, ses cartes neuves et ses journaux de bord. Il annoncera bientôt qu'il approche enfin du but. Puis l'horizon reculera encore, avec cette ironie paisible des choses qui ne dépendent pas de nous. Alors on votera une loi supplémentaire, on nommera un délégué, on créera une plateforme, on lancera un testing. Et le vieux réel, bonhomme et cruel, reprendra la mer devant eux.

Source : breizh.info